



**PRESSBOOK:
CONFERENCE DE PRESSE SUR LES RESULTATS
DE L'EVALUATION DE L'INDICE DE PERCEPTION DE
L'INTENSITE DE LA CORRUPTION (EIPC) 2017 DANS
LE SECTEUR FORESTIER ET FAUNIQUE
FEVRIER 2018**

Baromètre Communautaire: L'évaluation sur l'Indice de Perception de la Corruption au Cameroun menée dans le cadre du projet CV4C incrimine l'administration en charge des Forêts

4

POLITIQUE ET ECONOMIE

n° 115 du 22 au 28 février 2018

BAROMÈTRE

CORRUPTION

Le rapport qui accable le ministère des Forêts

Selon une étude menée par l'ONG Foder, les principaux auteurs des pratiques de corruption dans le secteur des forêts et de la faune sont les agents du Minfop affectés aux postes de contrôle forestier.

La corruption ne recule pas dans le secteur forêt et faune au Cameroun. C'est en tout cas ce qui ressort de l'étude d'évaluation de l'Indice de Perception de la Corruption (IPC) rendue publique au cours d'une conférence de presse organisée le 13 février 2017. Cette évaluation, menée par l'association Forêts et développement rural (FODER), constate qu'il existait une réelle amélioration de la perception de l'intensité la corruption parmi les acteurs du secteur forestier et faunique entre 2010 et 2014, passant de 7,27/10 en 2010 à 5,13/10 en 2014. Mais cette perception s'est considérablement dégradée depuis 2015 (5,78/10), pour atteindre 7,25/10 en 2017 soit quasiment le niveau de l'évaluation initiale réalisée en 2010 par la Commission nationale anti-Corruption (Conac). Autrement dit,

« après sept ans de lutte contre la corruption, on serait retourné à la situation de départ où la corruption était considérée comme systémique dans le secteur des forêts et de la faune », regrette-t-on dans le rapport.

La corruption est un phénomène qui se pose de manière constante dans le secteur des forêts et de la faune. Selon les résultats de l'IPC 2017, plus de 50 % des acteurs interrogés situent leur note de l'indice de perception de la corruption entre 8/10 et 10/10, contre 0/10 et 4/10 pour près de 6,5 % d'autres personnes. L'indice de perception est supérieur à la moyenne (5/10) dans 9 régions et, de surcroît, toutes les catégories d'acteurs interrogés, excepté ceux du ministère en charge des Forêts (Minfop), ont un indice de perception de la corruption supérieur à la moyenne. Par région et par



La corruption, un mal dans les profondeurs de la forêt camerounaise.

catégories d'acteurs, apprend-on, les moyennes modes et médianes montrent que l'indice moyen le plus élevé (8,36) a été obtenu à l'extrême-nord et le plus faible (4) à l'Ouest.

Les principaux auteurs de ces actes de corruption dans le secteur des forêts et de la faune sont les détenteurs d'une part de l'autorité de l'Etat. Le rapport cite les agents du

Minfop, en particulier ceux affectés aux postes de contrôle forestier, les autres administrations en l'occurrence les communes ainsi que les gendarmes/policiers. 82% de ces acteurs sont impliqués dans des actes de corruption et que plus de 52% d'entre eux déboursent au moins 10 000 FCFA par semaine dans des actes de corruption, nous renseigne

l'étude avant de poursuivre : « On peut à partir de simulations constater que le manque à gagner pour l'Etat est sensiblement égal à 797 millions FCFA par an, si on s'en tient aux seules personnes interviewées dans le cadre de l'EIPC 2017 ».

Des initiatives conjointes avaient été menées par la CLCC et la Conac suite à des plaintes adressées à la Cellule de lutte contre la corruption (CLCC) du Minfop. Elles avaient notamment abouti à une instruction du Secrétaire général de la Présidence de la République au Secrétaire d'Etat à la défense (SED) et au Délégué général à la Sûreté nationale (DGSN), leur demandant d'interdire aux gendarmes et policiers de procéder aux contrôles routiers. Cette instruction a depuis cessé d'être respectée de même pour les initiatives implémentées par la société civile qui n'ont pas réussi à réduire durablement l'impact du phénomène, note l'EIPC 2017.

Christian Happi

Le Messenger: La corruption dans le secteur des forêts, un fléau qui tue le développement au Cameroun

Le Messenger n° 5010

Economie

Jeudi 15 février 2018

ALERTE

Retour en force de la corruption dans le secteur forestier et faunique

L'Indice de perception de la corruption affiche dans ces secteurs, une moyenne de 7,25/10 en 2017. Pus de 797 millions Fcfa de recettes perdues par an par l'Etat du Cameroun.

C'est au cours d'une Conférence de presse tenue à Yaoundé le 13 février 2018, que l'association Forêt et développement rural (Foder) a révélé ces chiffres. D'abord, 7,25 /10. Comme la note de l'Indice de perception de la Corruption (Ipc) dans le secteur de la forêt et de la faune pour le compte de l'année 2017. Une note de l'Ipc 2017 qui indique qu'on est pratiquement retourné à la situation de 2010 (7,27/10). Alors que la même note affichait 5,13/10 en 2014. Ensuite, le Foder renseigne que plus de 797 millions Fcfa de recettes forestières sont perdues par an par l'Etat du Cameroun à cause de ce phénomène de corruption. Notons que l'Indice de perception de la corruption est un outil développé par l'Ong Transparency international qui a été adapté pour être appliqué dans le secteur forêt et faune. Cet indice est une note obtenue à



partir d'une enquête menée par administration d'un questionnaire auprès des parties prenantes du secteur des forêts et de la faune. Pour cette étude, l'évaluation de l'Epc s'est faite à travers des entretiens réalisés dans les dix régions du Cameroun auprès de 405 parties prenantes du secteur forestier, de la justice, des forces de maintien de l'ordre.

Biodiversité

Le résultat de l'Ipc traduit plusieurs faits. Selon le Foder, les initiatives de gouvernance dans le secteur des

forêts et de la faune « ont échoué après avoir suscité beaucoup d'espoir ». Les signes de cet échec sont selon l'association, une perpétuation malsaine des pratiques de corruption ; un faible niveau de transparence ; une constance de l'impunité ; un désengagement des principaux partenaires au développement de la lutte contre la corruption dans le secteur. « L'échec de ces initiatives entraîne le retour à la systématisation de la corruption dans le secteur des forêts et de la faune avec pour consé-

quences, un important manque à gagner pour l'Etat et les acteurs les plus vulnérables du secteur, une normalisation progressive de l'illégalité dans le secteur des forêts et de la faune, un accroissement de la pression sur la biodiversité », souligne le Foder. Elle qui propose qu'il faut agir en urgence sur la base d'une approche volontariste, inclusive, structurée et durable.

Approche globale

Il est indéniable que la corruption tue le développement. Et dans le secteur forestier, les communautés

riveraines des forêts sont les plus grandes victimes. Car les revenus qui lui sont destinés, soit ne le sont pas, soit le sont et n'arrivent ni à la commune, ni à eux-mêmes. Parfois même, ces revenus arrivent à la commune et n'arrivent pas aux communautés. « Les procédures et la gestion desdits revenus sont compliquées à tel point que cela cause de graves conséquences auprès des communautés locales. Dans notre communauté, plusieurs cas de corruption ont été déjà observés et dénoncés par la communauté », se plaint Luc Ndebe un leader communautaire. Ayant atteint ce niveau, le Foder pense que le temps est à l'action. « Chaque partie prenante du secteur des forêts et de la faune a un rôle à jouer. La résistance à la corruption dans le secteur doit reposer sur une approche globale, volontariste, solidaire et durable. La lutte contre la corruption doit être une priorité dans tous les processus de promotion de la gouvernance dans le secteur forestier, de lutte contre la criminalité environnementale et de résolution des problèmes environnementaux actuels ».

Achille KAMGA

La Nouvelle Expression: Rétropédalage dans le secteur des forêts: l'indice de perception de la Corruption atteint la note de 7,25/10 en 2017

La corruption fait perdre 797 millions par an au Cameroun

Dans une étude publiée ce 13 février, Forêts et développement rural (Foder) relève un pic de l'indice de perception chez les acteurs. En deux ans, il a perdu deux points. Passant de 5,78/10 à 7,25/10. Soit un retour vers les chiffres relevés il y a sept ans.

Forêts Dans la plupart des salles de classe, les notes de 7,25/10 sont attribuées aux meilleurs élèves. Multipliée par 2, on obtient une note de 14,5/20, ce qui correspond à la mention Bien. Mais dans son récent rapport intitulé «Systématisation de la corruption dans le secteur des forêts et de la faune au Cameroun», une étude qui mesure l'indice de perception de la corruption au Cameroun, la note de 7,25 obtenue par notre pays est plutôt mauvaise. Ceci, en raison de la norme de calcul qui considère la note élevée comme une note proche du seuil critique, et la note la plus basse comme celle proche de «zéro-corruption». Chez Forêts et développement rural, une association qui lutte contre l'exploitation illégale des forêts, on s'interroge même sur cette note qui sonne comme «Un échec des efforts de promotion de la bonne gouvernance». Surtout qu'au cours des trois premiers rapports produits par Foder, c'est bien la première fois que l'indice prenne une courbe descendante. Faut-il le rappeler, cette évaluation de l'indice de perception de la corruption (EIPC) 2017 réalisée dans le cadre du projet



Forêt, 797 millions de perte

«Voix des citoyens pour le changement : observation forestière dans le Bassin du Congo» (Projet CV4C) avait montré une certaine évolution satisfaisante de la perception de la corruption parmi les acteurs du secteur forestier et faunique. Entre 2010 et 2014, il était passé de 7,27/10 à 5,13/10 en 2014. L'indice a repris sa courbe descendante depuis 2015 (5,78/10), pour atteindre 7,25/10 en 2017 soit quasiment le niveau de l'évaluation initiale réalisée en 2010 par la Conac.

Explications

Si la corruption reprend du poil de la bête dans les secteurs forestier et faunique, c'est dû à son potentiel financier. Les chiffres récents font état de ce que la valeur ajoutée du secteur forestier a représenté de manière constante 2,76% du PIB entre 2008 et 2010 tandis que la contribution de la chasse est évaluée autour de 0,25% du PIB (Eba'a Atyi et al. 2013). Une manne financière intéressante qui attise la

corruption. D'après Foder, c'est ainsi plus de 797 millions Fcfa de recettes forestières qui ont été perdues par an par l'Etat à cause de la corruption. Un fléau encouragé par les agents du MINFOF (en l'occurrence ceux affectés aux postes de contrôle forestier), les autres administrations en l'occurrence les communes ainsi que les gendarmes et policiers, régulièrement cités. Cette réalité n'a pas particulièrement évolué. En 2012, les acteurs des forêts et de la faune

avaient fustigé l'intrusion des gendarmes dans le contrôle forestier. Pour rappel, L'indice de perception de la corruption (IPC) est l'un des outils qui permet d'apprécier l'intensité du phénomène dans un secteur donné. En 2010, la Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption (SNLCC) renseignait sur cet indice pour la première fois dans le secteur forestier. Parmi les acteurs interrogés dans l'étude menée en 2017, plus de 50 % ont situé leur note de l'indice de perception de la corruption entre 8/10 et 10/10, alors que près de 6,5% ont situé leurs notes de l'indice de perception de la corruption entre 0/10 et 4/10. L'indice de perception est supérieur à la moyenne (5/10) dans 9 régions et, de surcroît, toutes les catégories d'acteurs interrogés, excepté ceux du MINFOF, ont un indice de perception de la corruption supérieur à la moyenne. Ces éléments permettent également de déduire que le secteur est corrompu. Par région et par catégories d'acteurs, les moyennes modes et médianes montrent que l'indice moyen le plus élevé (8,36) a été obtenu à l'extrême nord et le plus faible (4) à l'Ouest.

Frigist Bertrand Tchouta

«Malgré les sanctions, des agents indéclicats continuent d'agir sur le terrain»

Le Chargé des programmes du Foder liste les mesures à prendre pour limiter les effets de la corruption dans le secteur forestier.

Justin Kamga

Comment comprendre ce virage à 180° observé dans l'indice de perception de la corruption cette année ?

Cette étude porte sur l'indice de perception de la corruption dans le secteur forêt faune révèle qu'à cette année, nous sommes à 7,25/10. On se rend compte que la perception qu'ont les acteurs impliqués dans le secteur forêt est un indice qui va grandissant. Nous avons réalisé qu'entre 2010 et 2014, on avait observé une baisse de l'indice suite à l'action conjointe de plusieurs acteurs pour pouvoir lutter contre le fléau dans le secteur. Aujourd'hui, on a l'impression qu'il y a un laxisme qui s'est installé chez les différents acteurs. Ce qui fait qu'aujourd'hui, la corruption dans le secteur forestier est en train de prendre de l'ampleur. Une corruption qui va jusqu'à ternir l'image des produits que nous avons dans notre pays. Elle sabote également tous les efforts déployés par l'administration et par la société civile pour pouvoir améliorer la gouvernance dans le secteur forestier.



accusés ?

Ce que nous avons essayé de faire dans cette étude, ce n'est pas de chercher qui est au banc des accusés. Mais c'est de se demander quelles sont les poches de corruption dans le secteur forestier. Les

acteurs qui interviennent. Principalement le ministère des forêts, certains agents qui usent et abusent de leur pouvoir pour extorquer de l'argent des usagers, parce que certains sont naïfs. Comme l'étude l'a d'ailleurs montré, certains ne sont pas suffisamment informés des procédures. Les administrations qui sont supposées informer les usagers de la façon dont les choses doivent se passer ne le font pas. Nous devons aussi relever qu'au niveau central, les efforts sont pris pour pouvoir sanctionner les agents véreux. Mais il reste beaucoup à faire parce qu'il y a encore quelques agents indéclicats qui sont sur le terrain.

Vous avez parlé d'impacts sur l'image du pays. Mais il y a le volet environnemental qui reste.

Ce qu'il faut noter, c'est qu'en termes d'impact, le Cameroun est engagé sur le plan international à pouvoir gérer les forêts de façon durable. Comme nous le disons, les questions de changement climatique sont là, et le Cameroun a pris des engagements. Si la corruption est là, ça vient en fait huiler le système d'exploitation illégale de bois dans les forêts. Et ça fait des pertes énormes en termes de bois qui

pouvaient séquestrer le carbone. Les engagements que l'Etat a pris à Paris se trouvent être ternis.

En outre, la corruption cause d'énormes pertes économique est et financières à notre pays, et plombe son développement. Le rapport qui porte sur la contribution du secteur forestier dans l'économie nationale montre une place assez considérable. Si la corruption s'accroît, nous risquons voir cette contribution revue à la baisse de façon considérable.

Quelle suite réservez-vous à cette étude ?

Ce que nous voulons faire dans le cadre de cette étude c'est d'informer les différents acteurs. De leur dire que le secteur forestier a des problèmes. De les amener à s'impliquer pour qu'ensemble, nous puissions lutter contre la corruption. L'une des actions que nous allons mener c'est d'accroître la sensibilisation, accroître le nombre de dénonciateurs victimes de corruption dans le secteur forestier, et informer de façon régulière l'administration en charge des forêts qui a la responsabilité de pouvoir appliquer les sanctions.

Propos recueillis par F.B.T.

Qui doit-on mettre au banc des

Le Quotidien de l'Economie: FODER s'interroge sur l'efficacité des initiatives de promotion de la bonne gouvernance dans le secteur forestier

RESSOURCES NATURELLES

LA CORRUPTION S'ENRACINE DANS L'EXPLOITATION FORESTIÈRE

Pour la quatrième fois, l'association Forêts et développement rural (Foder) a restitué les résultats de l'évaluation de l'indice de perception de la corruption en 2017 dans le secteur forestier et faunique. Il ressort que cette perception s'est considérablement dégradée depuis 2015 (5,78/10) pour atteindre 7,25/10 en 2017. Le Quotidien de l'économie présente les causes de cette situation tout en évoquant le manque à gagner dans un secteur stratégique pour l'économie nationale.

Par Hervé Fopa Fogang

L'intensité de la corruption progresse dans le secteur forestier

L'évaluation de l'indice de perception de la corruption (Eipc) 2017, réalisée par l'association Foder dans le cadre du projet « voix des citoyens pour le changement : observation forestière dans le bassin du Congo » montre que la corruption gangrène davantage le secteur forestier au Cameroun. En effet, à l'issue des entretiens réalisés dans les 10 régions du pays par Foder auprès de 405 parties prenantes (administration forestière et faunique, justice, force de maintien de l'ordre, secteur privé, société civile, communautés, élus locaux, collectivités territoriales décentralisées), il ressort qu'il y a eu dégradation de la perception de l'intensité de la corruption parmi les acteurs du secteur forestier et faunique. Cette perception est passée de 5,78/10 en 2015 pour atteindre 7,25 /10 en 2017.

Les résultats de l'Eipc 2017



révèlent que plus de 50% d'acteurs interrogés ont situé leur note de l'indice de perception de la corruption (Ipc) entre 8/10 et 10/10, alors que près de 6,5% ont situé leurs notes de l'Ipc entre 0/10 et 4/10. « L'indice de perception est supérieur à la moyenne (5/10) dans 9 régions et de surcroît, toutes les catégories interrogées, excepté ceux du ministère des

Forêts et de la faune (Minifof) ont un Ipc supérieur à la moyenne. Ces éléments permettent également de déduire que le secteur est corrompu. Par région et par catégories d'acteurs, les moyennes modes et médianes montrent que l'indice moyen le plus élevé (8,36) a été obtenu à l'Extrême-Nord et le plus faible (4) à l'Ouest », renseigne le rapport de Foder.

Les résultats de l'Eipc 2017 révèlent que plus de 50% d'acteurs interrogés ont situé leur note de l'indice de perception de la corruption (Ipc) entre 8/10 et 10/10.

Les résultats de l'Eipc 2017 indiquent aussi que les victimes de la corruption proviennent pour la plupart des familles d'acteurs du secteur des forêts et de la faune. Toutefois, informe-t-on, les plus exposés au phénomène sont les communautés locales et autochtones (31,1%) et les acteurs du secteur privé (20,75). Dans ce secteur, souligne le rapport, la corruption peut consister en des vols organisés par certains détenteurs de l'autorité de l'Etat, des arnaques en tout genre et des divers détournements du pouvoir de l'Etat. Sont cités comme acteurs principaux de la corruption dans le secteur des forêts et de la faune, les agents du Minifof en l'occurrence ceux affectés aux postes de contrôle forestier, les communes, les gendarmes, les policiers. Cette réalité n'a pas beaucoup évolué. En 2012 par exemple, les acteurs des forêts et de la faune avaient

fustigé l'intrusion des gendarmes dans le contrôle forestier. Suite à des plaintes adressées à la cellule de lutte contre la corruption (Clcc) du Minifof, des initiatives conjointes avaient été menées par la Clcc et la Commission nationale anti-corruption.

Elles avaient abouti selon l'association Foder à une instruction du Secrétaire général de la présidence de la République au Secrétaire d'Etat à la défense (SED) et au délégué général à la Sûreté nationale leur demandant d'interdire aux gendarmes et policiers de procéder au contrôle routier. Les conclusions de l'Eipc 2017 indiquent que cette instruction a depuis cessé d'être respectée. « Ce qui laisse supposer que les initiatives anticorruption menées dans le secteur des forêts et de la faune sont à la fois insuffisantes et inefficaces », peut-on lire dans le rapport de Foder.

Le faible niveau de transparence et l'impunité accélèrent la corruption

La transparence est considérée comme l'un des indicateurs de la bonne gouvernance. Dans le secteur des forêts et de la faune au Cameroun, la transparence selon le rapport de l'association Foder n'est pas encore effective. Les résultats de l'Eipc 2017 montrent en effet qu'une frange importante des facteurs intervenant dans les secteurs suscités n'a pas connaissance des informations sur les documents officiels requis pour l'exercice de leurs activités ainsi que sur les procédures relatives à leur obtention. « Toutes ces méconnaissances des règles et des procédures pour l'obtention des documents officiels ainsi que des initiatives de lutte contre la corruption et le faible niveau d'accès aux informations dans le secteur renforcent la

faiblesse de ces acteurs, ce qui réduit considérablement leur capacité à résister à la corruption », souligne le rapport de Foder.

Il souligne également que l'impunité a de nouveau été retenue en 2016 comme étant l'une des causes de la corruption dans le secteur forestier. C'est pourquoi il a été mis sur pied la Stratégie nationale de lutte contre la corruption (Snlcc) par la Commission nationale anti-corruption du Cameroun (Conac). Les résultats de l'Eipc 2017 révèlent que 3,2 % de personnes sondées pensent que l'impunité et la passivité du gouvernement figurent parmi les causes de l'inefficacité des initiatives de lutte contre la corruption. L'impunité est favorisée apprend-t-on par la faible opérationnalité des mécanismes



de reddition des comptes des agents de l'Etat intervenant dans le secteur des forêts et de la faune. La redevabilité en effet est le fait de rendre compte des actes posés lors de l'exercice de ses fonctions. Cet autre principe est déterminant dans la mise en œuvre du concept de bonne gouvernance. Or, la question de la

redevabilité ne ressort pas explicitement des résultats de l'Eipc 2017. « Toutefois, l'analyse de certaines données comme la perception de la volonté des acteurs à lutter contre la corruption permet d'aboutir à la conclusion selon laquelle elle est encore faible voire inexistante dans le secteur », martèle Foder.

À cet égard, la transparence, et celle-ci s'ajoute le manque

Selon le rapport de Foder, la lutte contre la corruption ne figure plus parmi les priorités de plusieurs bailleurs de fonds internationaux présents au Cameroun. La priorité information est davantage donnée aux programmes de conservation des forêts.

Le quotidien de l'Economie: 10 bonnes pratiques pour améliorer le niveau de l'indice de perception de la corruption dans le secteur des forêts

LA CORRUPTION S'ENRACINE DANS L'EXPLOITATION FORESTIÈRE

La corruption emporte plus de 797 millions FCFA par an dans le secteur forestier

La corruption obscurcit dans le secteur des forêts et de la faune à des proportions négatives sur les recettes de l'Etat. En effet, les ressources qui sont censées bénéficier à la croissance économique du pays sont détournées à travers la corruption et les malversations évaluées par les acteurs (particuliers et commerciaux) au bénéfice d'intéressés particuliers. L'étude sur l'Étipe 2012 montre que 82% des acteurs du secteur sont impliqués dans des actes de corruption et que plus de 52% d'entre eux débourseraient au moins 10 000 FCFA par semaine dans des actes de corruption. On peut à partir de simulations constater que le manque à gagner pour l'Etat est respectivement égal à 797 640 000 FCFA par an, si on n'intervient pas sur ces personnes impliquées dans le cadre de l'Étipe 2012, alors qu'il a besoin de ces ressources pour poursuivre le développement du pays et améliorer ainsi les conditions de vie des populations », regrette l'expert.

En 2012, une étude sur l'état des lieux des pratiques de corruption dans le secteur des forêts réalisée par le P. Biemé (BIC) indiquait clairement les



perdes de l'Etat du fait de la corruption à plus de deux milliards de FCFA. Dans le même ordre, d'autres chercheurs ont également estimé que la corruption fait perdre au Cameroun entre 12 et 15 milliards de FCFA de recettes forestières par an au Cameroun. Toutes ces études ont souligné la corruption impacte aussi le secteur des forêts et de la faune puisque « 88,7% des personnes interrogées reconnaissent avoir été impliquées dans des malversations considérables de leur revenu ».

En 2012, une étude sur l'état des lieux des pratiques de corruption dans le secteur des forêts réalisée par le P. Biemé (BIC) indiquait clairement les pertes de l'Etat du fait de la corruption à plus de deux milliards de FCFA. Dans le même ordre, d'autres chercheurs ont également estimé que la corruption fait perdre au Cameroun entre 12 et 15 milliards de FCFA de recettes forestières par an au Cameroun.

perdes de l'Etat du fait de la corruption à plus de deux milliards de FCFA. Dans le même ordre, d'autres chercheurs ont également estimé que la corruption fait perdre au Cameroun entre 12 et 15 milliards de FCFA de recettes forestières par an au Cameroun. Toutes ces études ont souligné la corruption impacte aussi le secteur des forêts et de la faune puisque « 88,7% des personnes interrogées reconnaissent avoir été impliquées dans des malversations considérables de leur revenu ».

perdes de l'Etat du fait de la corruption à plus de deux milliards de FCFA. Dans le même ordre, d'autres chercheurs ont également estimé que la corruption fait perdre au Cameroun entre 12 et 15 milliards de FCFA de recettes forestières par an au Cameroun. Toutes ces études ont souligné la corruption impacte aussi le secteur des forêts et de la faune puisque « 88,7% des personnes interrogées reconnaissent avoir été impliquées dans des malversations considérables de leur revenu ».

perdes de l'Etat du fait de la corruption à plus de deux milliards de FCFA. Dans le même ordre, d'autres chercheurs ont également estimé que la corruption fait perdre au Cameroun entre 12 et 15 milliards de FCFA de recettes forestières par an au Cameroun. Toutes ces études ont souligné la corruption impacte aussi le secteur des forêts et de la faune puisque « 88,7% des personnes interrogées reconnaissent avoir été impliquées dans des malversations considérables de leur revenu ».

Les best practices en matière de contrôle forestier et faunique au Cameroun

1	Le port de la tenue verte obligatoire pour les agents commis au contrôle
2	Le port par l'agent commis, au contrôle, d'un badge lisible sur lequel sont inscrits ses noms, prénoms et le service auquel il est rattaché
3	La détention d'un ordre de mission dûment signé par l'autorité compétente
4	L'affichage à l'intention du public de la note de service officialisant l'ordre de mission
5	L'affichage aux points de contrôle du Mintof d'un numéro vert servant à dénoncer la corruption
6	La non utilisation des bénévoles aux points de contrôle
7	Le contrôle ne porte que sur la lettre de voiture, le certificat d'origine ou le dossier de vente aux enchères publiques
8	Le respect de la durée de 20 minutes pour les contrôles
9	L'inscription à l'issue du contrôle de l'identité de l'agent de l'agent contrôleur, le lieu du contrôle ainsi que les heures de début et de fin du contrôle sur les documents contrôlés
10	La transcription dans le main courant des informations forestières contenues sur les documents contrôlés pour des besoins de statistiques

Le Financier d'Afrique: FODER recommande une approche volontariste, inclusive, structurée et durable de toutes les parties prenantes pour lutter contre corruption

Development

SECTEUR FORESTIER

La note de corruption ne s'améliore pas au Cameroun

Elle s'est considérablement dégradée depuis 2015. Elle est passée de 5,78/10, pour atteindre 7,25/10 en 2017, soit quasiment le niveau de l'évaluation initiale réalisée en 2010 par la Conac.

Ghislaine Deudjui

En 2017, l'Indice de perception de la corruption (IPC) dans le secteur forêt et faune au Cameroun, s'est considérablement dégradé. En effet, selon l'Étude d'évaluation de l'IPC, rendue publique au cours d'une conférence de presse, organisée le 13 février 2017, il a atteint 7,25/10 en 2017, soit quasiment le niveau d'évaluation initiale réalisée en 2010 par la Commission Nationale Anti-Corruption (Conac) qui l'avait situé à 7,25/10. Cette détérioration de la note de perception de l'intensité de la corruption dans le secteur des forêts et de la faune révèle un retour à un niveau de corruption généralisé dans le secteur des forêts et de la faune au Cameroun, après sept années de lutte contre ce fléau.

Cette évaluation de l'indice de perception de la corruption (EIPC) 2017 est réalisée pour la quatrième fois par l'association Forêts et développement rural (Foder). Cette fois-ci, elle a été menée dans le cadre du projet "Voix des citoyens pour le changement : observation forestière dans le Bassin du Congo" (Projet CV4C).

Au regard de cette détérioration de la note de perception de l'intensité de la corruption dans le secteur des forêts et



Des entreprises sanctionnées pour coupe illégale de bois

de la faune, les experts du Foder s'interrogent sur l'efficacité des initiatives de promotion de la bonne gouvernance dans le secteur. Le retour à la systématisation de la corruption dans le secteur des forêts et de la faune traduit-il l'échec des initiatives de promotion de la bonne gouvernance dans ledit secteur ? Par ailleurs, quelles actions seraient envisageables pour réduire l'ampleur du fléau de la corruption dans le secteur des forêts et de la faune ?

Le document sur la systématisation de la corruption dans le secteur des forêts et

de la faune au Cameroun, réalisé par Foder relève quelques indicateurs d'une présomption d'échec de la promotion de la bonne gouvernance. Notamment, une perpétuation malsaine des pratiques de corruption, un faible niveau de transparence, une constance de l'impunité et enfin un désengagement des principaux partenaires au développement de la lutte contre la corruption dans le secteur. « ... les bailleurs de fonds se sont progressivement désengagés de la lutte contre la corruption au Cameroun et dans le secteur des forêts et de la faune en particulier. La

priorité est davantage donnée aux programmes de conservation et aux initiatives de promotion de la bonne gouvernance en général auxquels les actions ponctuelles de promotion de l'intégrité doivent se greffer sans pouvoir traiter de manière conséquente et durable les problèmes causés par la corruption », s'indigne Foder dans son rapport.

Notons que, l'IPC est l'un des outils qui permet d'apprécier l'intensité du phénomène dans un secteur donné. En 2010, la Stratégie nationale de lutte contre la Corruption (Snlcc) renseignait sur cet indice pour la première fois dans le secteur forestier. Aussi, l'évaluation de cet IPC est une contribution du Foder au suivi des initiatives de promotion de la bonne gouvernance et la gestion durable des forêts dans lesquelles le Gouvernement camerounais est engagé.

Dans le cadre de cette enquête, l'évaluation de l'IPC s'est faite sur la base d'une méthodologie de collecte et d'analyse des données contenues dans les documents et publications diverses sur la thématique de la gouvernance forestière d'une part et des données primaires issues des entretiens réalisés dans les dix régions du Cameroun auprès de 405 parties prenantes du secteur.

CONSÉQUENCES

L'Etat perd des milliards chaque année

La corruption serait à l'origine de cet important manque à gagner pour le gouvernement camerounais.

Ghislaine Deudjui

D'après le rapport sur la systématisation de la corruption dans le secteur des forêts et de la faune au Cameroun, réalisé par Foder, la corruption dans ce secteur porte considérablement atteinte aux recettes de l'Etat en matière fiscale et de paiement des différents services, documents, amendes et autres.

L'étude sur l'évaluation de l'Indice de perception de la corruption (EIPC) 2017 montre que 82% des acteurs du secteur sont impliqués dans des actes de corruption et que plus de 52% d'entre eux déboursent au moins 10 000 Fcfa par semaine dans des actes de corruption. A partir de simulations, Foder constate que le manque à gagner pour l'Etat est sensiblement égal à 797,04 millions de Fcfa par an, si on s'en tient aux seules personnes interviewées dans le cadre de l'EIPC 2017.

D'après Foder, ce constat rend actuelles les conclusions de l'étude sur l'état des lieux des pratiques de corruption dans le secteur des forêts et de la faune réalisée en 2012 par Binam et al. Qui, du fait de l'existence des situations identiques à celles relevées dans l'EIPC 2017 et à partir de certaines simulations indiquait clairement les pertes de l'Etat du fait de la corruption à 1,08 milliard de Fcfa sur les petits titres et à 1,1 milliard de Fcfa du fait

des contrôles illicites. Soit, des pertes annuelles d'environ 2,2 milliards de FCFA seulement pour ces deux aspects. « L'on pourrait penser que ces pertes soient triplées si l'on considérait tous les segments de la chaîne d'approvisionnement du bois depuis l'attribution des différents titres jusqu'à la commercialisation en passant par la transformation et le transport des différentes essences forestières », relève-t-on dans le document sur la systématisation de la corruption dans le secteur des forêts et de la faune au Cameroun.

Outre ce constat, le rapport de l'étude sur l'EIPC 2017 et les discussions avec les acteurs rencontrés dans le cadre de la collecte des données permettent de constater une normalisation progressive de l'illégalité dans le secteur des forêts et de la faune. « Cela est perceptible à travers l'incivisme d'une partie des acteurs du secteur », nous fait-on savoir.

Pour rectifier cette tendance qui se met en place depuis 2015, Foder recommande des actions inclusives, structurées et éralées dans le temps. Aux acteurs, l'association préconise le renforcement des synergies entre les initiatives existantes en matière de lutte contre la corruption dans le secteur des forêts et de la faune et la conduite des plaidoyers afin de réduire les interventions constatées dans le secteur.

Au Gouvernement camerounais en l'oc-



Philip Ngolle Ngwesse, le Minfop

currence le Minfop, la Conac et les autres administrations concernées, elle plaide pour un diagnostic des initiatives anticorruption menées entre 2010 et 2017 dans le secteur des forêts et de la faune suivi de la proposition d'un plan d'actions y découlant. Aussi de la publication régulière et en temps utile de toutes les informations de l'Annexe VII de l'APV FLEGT ainsi que la précision des coûts des procédures d'obtention des documents d'exploitation, etc.

A la société civile, Foder recommande l'amé-

lioration des approches de sensibilisation des acteurs les plus exposés à la corruption ; la réactivation des mécanismes de protection des dénonciateurs et d'assistance juridique et judiciaire aux victimes de la corruption ; la prise en compte et l'inscription de la lutte contre la corruption comme objectif prioritaire des politiques environnementales et climatiques internationales et la mobilisation des moyens nécessaires à la réalisation de cet objectif, pour ne citer que ceux-ci.